



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N° 52-2023-12-0013 DU - 1 DEC. 2023**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 1608 du 22 mars 2019 portant autorisation  
environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité  
utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire  
des communes de OSNE-LE-VAL et de MONTREUIL-SUR-THONNANCE  
par la société EOLE DE PIROY**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 411-1, L. 181-14, R. 181-45, R. 515-101 à R. 515-109, R. 512-69 et L. 511-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 avril 2023 relatif à l'augmentation de la puissance des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et bénéficiant du complément de rémunération défini par l'arrêté du 6 mai 2017 fixant les conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, de 6 aérogénérateurs au maximum ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1608 du 22 mars 2019 autorisant la société SAS Éole de la Piroy à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (3 éoliennes) sur le territoire des communes de OSNE-LE-VAL et MONTREUIL-SUR-THONNANCE ;

**VU** les dossiers de porter-à-connaissance, déposés successivement en préfecture le 26 avril 2023 et le 13 juillet 2023, relatifs à des demandes de modification du parc éolien exploité par la société EOLE DE PIROY ;

**VU** les rapports et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 25 août 2023 concernant les porter-à-connaissance susvisés ;

**VU** les remarques de la société EOLE DE PIROY sur le présent projet d'arrêté au cours de la période contradictoire ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire d'une autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDERANT** que, par le porter à connaissance susvisé, la société EOLE DE PIROY a sollicité la possibilité de réviser les dispositions relatives aux bridages chiroptères et avifaune ;

**CONSIDERANT** que les dernières études de suivis chiroptérologiques et avifaune de la société EOLE DE PIROY ne sont pas de nature à permettre la levée de la totalité des bridages actuels ;

**CONSIDERANT** que, par son dernier porter à connaissance concernant la puissance maximale unitaire des éoliennes, la société EOLE DE PIROY a sollicité la possibilité d'augmenter cette dernière de 3MW à 3,465 MW ;

**CONSIDERANT** l'augmentation de puissance unitaire de 3,45MW à 3,465MW des aérogénérateurs autorisée par lettre préfectorale du 25 juillet 2019 ;

**CONSIDERANT** la baisse de puissance unitaire de 3,465MW à 3 MW autorisée par lettre préfectorale en date du 25 février 2020 ;

**CONSIDERANT** les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 avril 2023 relatif à l'augmentation de la puissance des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et bénéficiant du complément de rémunération défini par l'arrêté du 6 mai 2017 fixant les conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, de 6 aérogénérateurs au maximum ;

**CONSIDERANT** que les éléments fournis par la société EOLE DE PIROY ne mettent pas en évidence une modification significative des impacts du projet initial en termes d'impact paysager, de biodiversité et de l'augmentation de puissance ;

**CONSIDERANT** que les modifications proposées par la société EOLE DE PIROY n'ont pas été jugées substantielles au regard de l'article R. 181-46-I-1° du Code de l'environnement et ne sont, en conséquence, pas soumises ni à une nouvelle évaluation environnementale ni à examen au cas par cas ;

**CONSIDERANT** que les modifications proposées par la société EOLE DE PIROY n'ont pas été jugées de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement et ne sont donc pas jugées substantielle au regard de l'article R. 181-46-I-3° de ce même code ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Domaine d'application**

La société EOLE DE PIROY (SIRET : 818 960 858 00038), dont le siège social est situé - 8 rue Faubourg Poissonnière – 75010 PARIS, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien nommé « Parc Éolien de Piroy » situé sur le territoire des communes de OSNE-LE-VAL et de MONTREUIL-SUR-THONNANCE et tel que défini précédemment.

### **Article 2 : Augmentation de puissance**

Le contenu de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°1608 du 22 mars 2019 est supprimé et remplacé comme suit :

«

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur des mâts : 95 m Hauteur totale (en bout de pale) : 150 m Puissance totale installée en MW : 10,395 MW Nombre d'aérogénérateurs : 3	Autorisation

Le 31 décembre 2023, la puissance unitaire d'un aérogénérateur sera abaissée à 3 MW, comme autorisée précédemment par lettre préfectorale du 25 février 2020, pour une puissance maximale installée de 9 MW. »

### **Article 3 : Bridage spécifique chiroptères**

Le contenu de l'article 71.3 Bridage spécifique chiroptères de l'arrêté préfectoral n°1608 du 22 mars 2019 susmentionné est supprimé et remplacé comme suit :

« La « mise en drapeau » des éoliennes est effective du 15 juillet au 30 septembre, de 1 heure avant le coucher du soleil à 30 minutes après le lever du soleil lorsque la température est supérieure à 13°C et la vitesse du vent inférieure à 6 m/s. »

#### **Article 4 : Bridage spécifique avifaune**

Le contenu de l'article 7.2.3 Bridage spécifique avifaune de l'arrêté préfectoral n°1608 du 22 mars 2019 susmentionné est supprimé et remplacé comme suit :

« La société EOLE DE PIROY procédera à l'arrêt des trois éoliennes pendant la fauche des parcelles de pelouses calcaires ou de prairies améliorées situées à moins de 200 mètres d'une éolienne. Pendant cinq jours après la fauche, chaque éolienne est arrêtée de 10 heures à 17 heures. Le bridage est levé à compter du sixième jour après la fauche. **Ce dispositif particulier de bridage est mis en place du 15 août au 30 septembre pour les parcelles qui bénéficient d'une convention entre la société EOLE DE PIROY et leurs exploitants.**

L'ensemble des conventions entre la société EOLE DE PIROY et les exploitants agricoles seront signées avant la date effective de mise en place du dispositif. Ces conventions seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles seront maintenues en cas de changement d'exploitant agricole ou d'exploitant du parc éolien.

L'arrêt des éoliennes sera réalisé en fonction des parcelles fauchées. La liste des parcelles agricoles concernées et de leurs exploitants sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et lui sera adressée avant la date effective de mise en place du bridage.

**Pour les parcelles situées à moins de 200 mètres d'une éolienne qui n'ont pas fait l'objet d'une convention entre leurs exploitants et la société EOLE DE PIROY ou dont les termes de la convention ne sont pas respectés, l'arrêt des trois éoliennes sera effectif de 10 heures à 17 heures du 15 août au 30 septembre.**

Un suivi sera réalisé en 2024 afin d'observer l'efficacité de ces paramètres de bridage.»

#### **Article 5 :**

Le reste de l'arrêté préfectoral n°1608 du 22 mars 2019 susvisé est sans changement.

#### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Nancy par courrier au 6, Rue du Haut Bourgeois - CS 50015 - 54035 NANCY Cedex ou par le biais de l'application Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° - Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du dernier terme prévu à l'article «publicité» ci-dessous.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 7 : Publicité**

Cet arrêté sera affiché en mairies de OSNE-LE-VAL et de MONTREUIL-SUR-THONNANCE pendant une durée minimum d'un mois et pourra y être consulté.

Cet arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 8 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société EOLE DE PIROY et dont une copie sera transmise aux maires de OSNE-LE-VAL et de MONTREUIL-SUR-THONNANCE.

Chaumont, le - 1 DEC. 2023

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général par intérim,



Laurent GUILLEMOT

